



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 129 - 2 avril 1984

PRIX : 2 Frs.



## GUINEE

*mort d'un  
dictateur*

SOMMAIRE  
( VOIR )  
AU VERSO

DANS CE NUMERO : SENEGAL .....

MAURITANIE .....

MALI ..... TCHAD .....

SAMORA MACHEL ...

ETC .....

## SOMMAIRE

# éditorial

Page 2

- Editorial

Page 3

- GUINEE : 26 ans  
d'un pouvoir sans  
partage

Page 6

- SENEGAL : mort  
d'un milliardaire

Page 7

- MAURITANIE : rè-  
glement de compte  
entre galonnés

- MALI : des élec-  
tions bidon se  
préparent

Page 8

- TCHAD : Habré  
fait la morale à  
ses ministres

Page 9

- Des palabreurs  
causent sur le  
SOUS-DEVELOPPEMENT

Page 11

- SAMORA MACHEL à  
genoux devant l'-  
Afrique du Sud

\*\*\* \*\*

## A B O N N E M E N T S

FRANCE : 1 an  
- pli ouvert : 24 F  
- pli fermé : 48 F

Etranger : écrire  
au journal

## A D R E S S E

DUFEAL - COMBAT OUVRI-  
ER, pour le PAT

B P 42

92 114 Clichy-Cédex

\*\*\* \*\*

\*\*\*\*\*

## GUINEE : MORT D'UN DICTATEUR

Sékou Touré est mort. Le "NON" retentissant qu'il avait lancé en 1958 au visage de de Gaulle avait donné à l'époque à Sékou Touré d'un seul coup un crédit qui ne se limitait pas à la seule Guinée.

Ce "non" semblait alors comme une revanche, après des décennies d'humiliation coloniale. Et ceux, travailleurs, paysans, qui ont souffert de l'exploitation coloniale plus que d'autres, pas seulement dans leur dignité, mais dans leur chair, n'étaient certainement pas les derniers à se sentir vengés un peu de l'humiliation passée. Par ce "non" Sékou s'était nettement distingué d'un Houphouët, d'un Senghor et de tous les autres ouvertement dévoués à l'ancien colonisateur.

Mais les travailleurs guinéens n'auront pas eu beaucoup à attendre pour se rendre compte que l'humiliation, l'oppression et l'exploitation n'avaient pas de couleur, contrairement à la peau. Exploités, opprimés et humiliés qu'ils étaient sous le règne des colons, exploités, opprimés et humiliés ils restaient. Et sous Sékou Touré, non seulement ils ne vivaient pas mieux sur le plan matériel, mais ils n'avaient pas plus de droit, pas plus de libertés, ni pour eux, ni d'ailleurs pour le reste de la société.

Et si Sékou Touré avait montré un peu plus de courage à l'égard de l'impérialisme français qu'un Houphouët ou Bokassa, il était aussi féroce vis-à-vis de son peuple qu'eux. C'est certainement en dehors de la Guinée que Sékou Touré a gardé le plus de prestige, et le plus longtemps y compris parmi les travailleurs. Cette croyance que Sékou Touré était autre chose que les autres a bien servi le président guinéen, mais c'était une illusion.

Les travailleurs et le petit peuple de Guinée ont payé cher toutes leurs illusions. Les attaques verbales, aussi virulentes soient-elles contre l'impérialisme n'ont évidemment pas changé leur sort. Ils ont continué à souffrir, comme auparavant, de la pauvreté, de la famine, de l'exploitation et du manque de liberté comme partout ailleurs en Afrique. Ils ont fait l'amère expérience qu'il ne peut y avoir de sauveur suprême.

Sékou Touré est aujourd'hui disparu mais l'appareil répressif qu'il a mis en place demeure. Et quel que soit son successeur, celui-ci va s'en servir pour maintenir au pas une population qui risque de manifester sa révolte longtemps contenue par une dictature féroce. Le changement d'homme à la tête de l'Etat se traduira donc inéluctablement par la continuation de la misère et de l'exploitation.

Sékou Touré avait fait il y a un quart de siècle, le geste sans lendemain de dire non, en parole à l'impérialisme français. Cela lui a permis de tromper son peuple un temps, avant de l'opprimer sans fard. Mais pour mettre fin à l'exploitation et à l'humiliation qui en résultent, toutes aussi révoltantes que celles de la période coloniale, il faut plus qu'un geste. Il faut renverser l'impérialisme, l'ordre capitaliste. Le prolétariat le peut. Il est seul à pouvoir le faire. Mais la première des conditions, c'est qu'il ne compte pas, pour le faire, sur un sauveur suprême.

guinée :

## 26 ANS D'UN POUVOIR SANS PARTAGE

Avec Sékou Touré, mort le 26 mars dernier aux Etats-Unis, disparaît une des figures marquantes de l'Afrique des Indépendances. Bien des générations d'africains ont encore en mémoire le " non " célèbre que Sékou osa infliger à de Gaulle en 1958. Seul parmi les politiciens formés à l'école du colonisateur français, il osa dire " non " à la " communauté française " que proposait la loi-cadre Defferre. Ce fut un acte courageux qui lui valut les foudres de l'impérialisme français. Par contre, cela lui a valu une auréole de nationaliste intransigeant, voire de révolutionnaire qui longtemps encore, hantait les esprits de nombre d'africains.

Pourtant, en disant " non " à la France, Sékou Touré ne voulait pas remettre en cause la domination de l'impérialisme français sur la Guinée. Il voulait seulement un droit de regard sur la manière dont cette exploitation allait se faire. Mais pour l'impérialisme, son geste fut un camouflet inacceptable. Sékou est apparu alors comme un héros, un révolutionnaire qui a osé tenir tête au général de Gaulle.

Quel est en définitive l'itinéraire de cet homme ? Que fut la Guinée sous sa houlette ?

### - UN NATIONALISTE RADICAL ?

Né le 9 janvier 1922 à Faranah dans le centre du pays, Sékou manifesta très tôt une volonté de lutte. A l'école, il fonda " un comité d'enfants " où chacun enseignait aux autres la matière qu'il connaissait le mieux. Devenu plus tard employé des PTT, il s'affirma comme un militant syndicaliste actif. Formé par la CGT ( Confédération Générale du Travail ) en France, il fonda en Guinée en 1943, le premier syndicat. Il participa aux côtés d'Houphouët, à la fondation du RDA à Bamako en 1946. En 1947, il créa le PDG ( Parti Démocratique de Guinée ) section du RDA.

Révoqué par l'administration coloniale pour ses activités politiques et syndicales, Sékou n'en demeura pas moins un leader politique écouté et aimé des masses pour qui, il incarne d'une certaine manière, leur révolte, leur haine du système colonial. Cela lui valut d'être conseiller municipal, puis maire de Conakry. Député à l'Assemblée nationale française de 1956 à 1958, vice-président du RDA, il est de 57 à 58 président du conseil de gouvernement de Guinée. Membre de la fraction radicale du RDA, il aide à la fondation de l'UGTAN ( Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire ). Il s'affirma très tôt comme partisan de l'indépendance de l'Afrique francophone, contrairement à des leaders comme Houphouët.

En 1958, Defferre propose sa fameuse loi-cadre. Officiellement, il s'agit de proposer aux colonies françaises une communauté avec la France. Ce serait donc des Etats non indépendants, mais ayant un gouvernement local, une administration locale. Dans les faits, ce système n'était qu'une solution de transition pour l'impérialisme français. Il ne faisait, en effet, aucun doute que l'indépendance des colonies d'Afrique était inéluctable. La France étant déjà bien empêtrée dans la sale guerre d'Algérie, préférerait lâcher du lest, plutôt que de courir le risque d'avoir à assumer d'autres guerres coloniales.

Les différents leaders africains savaient bien que l'indépendance était proche. Mais tous ont accepté le scénario de de Gaulle. Tous ont préféré attendre et recevoir des mains de de Gaulle, sur un plateau d'argent, l'indépendance. Tous, sauf Sékou Touré. Lui seul a osé, dans un discours mémorable, le 28 septembre 1958 à Conakry, dire non au cinéma de de Gaulle. "Nous ne renoncerons pas et nous ne renoncerons jamais à notre droit légitime et naturel à l'indépendance". "Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage" s'écria-t-il ce jour là.

C'est ce refus que l'impérialisme français ne pardonnera pas à Sékou Touré. Car la France savait qu'elle ne tarderait pas à accorder l'indépendance. Seulement elle exigeait de ceux à qui elle allait accorder cette indépendance, des Houphouët et autres Senghor, qu'ils déclarent ouvertement qu'ils seront de futurs laquais. Sékou n'a pas mobilisé son peuple pour que celui-ci se batte pour sa dignité. Mais il a refusé lui, d'être un futur laquais. Il a eu au moins ce courage de refuser de marcher dans la combine de de Gaulle.

### UNE DICTATURE FEROCÉ

Parce qu'il supporte difficilement la moindre contestation, l'impérialisme français a voulu faire payer cher cet affront que lui infligeait Sékou Touré. Le 2 octobre 1958 la Guinée était indépendante. La France décidait de suspendre son "aide" financière et administrative au nouvel Etat. De même les alliés de la France, les colonies puis Etats voisins allaient boycotter la Guinée de Sékou Touré. De fait, le pays nouvellement indépendant se retrouvait dans un environnement hostile. Il allait s'engager dans une politique d'isolationisme rigoureux dont les conséquences vont peser lourdement sur les populations.

#### Répression et épurations

Dès les débuts, la population qui, à aucun moment n'a participé de manière consciente et organisée à quelque lutte que ce soit, fait l'amère expérience de la politique de Sékou Touré. Ce dernier, ancien syndicaliste, fondateur du premier syndicat guinéen, supprime le droit de grève et décrète que la grève est une menée contre-révolutionnaire. Son premier soin est d'éliminer ses adversaires, de bâillonner la population. Arrestations, assassinats d'hommes politiques, d'adversaires supposés ou réels se succèdent. Citons pour mémoire quelques dates :

— Mai 1958 : complot des peuls ; des affrontements sanglants entre peuls et éléments d'autres ethnies ont lieu dans plusieurs villes. Il s'agit en réalité d'une lutte politique qui aboutit à des arrestations en masse de peuls qui avaient créé un parti d'opposition.

— 24 novembre 1961 : complot des enseignants "marxistes" ; ce "complot" voit la condamnation à plus de 10 ans de prison de Koumandian Kéita, vieux militant syndicaliste et Djibril Tamsir Niane, historien.

— 1965 : complot des commerçants ; à la suite du dépôt des statuts d'un nouveau parti (Parti de l'Unité Nationale de Guinée) qui regroupe des commerçants et fonctionnaires partisans d'un certain libéralisme économique, de nombreuses personnes sont arrêtées.

— février 1969 : complot des militaires ; ce "complot" conduit à l'arrestation du chef d'Etat Major adjoint de l'armée, Kaman Diaby et de Kéita Fodéba, ministre et ami de Sékou.

De 1958 à 1980, on compte 14 complots qui, dans tous les cas tombent à point nommé pour permettre à Sékou Touré de se débarrasser de ses rivaux potentiels ou réels.

C'est donc la dictature. Elle s'abat sur le petit peuple essentiellement. Mais de temps en temps la répression déborde sur quelques vieux compagnons de Sékou eux-mêmes, quelques politiciens confirmés des conférences internationales.

... / ...

Alors, on entend des cris, des protestations. Tel est le cas d'un Diallo Telli par exemple. Mais combien d'anonymes citoyens guinéens ont péri dans les geôles guinéennes ou au camp Boiro ?

### Pauvreté dans la liberté ?

" Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage " disait Sékou. La liberté ? Il en a eu pour lui sûrement, y compris celle d'imposer sa dictature. Mais le peuple qu'a-t-il obtenu ?

La Guinée reste toujours un des pays les plus pauvres d'Afrique, avec une production agricole qui atteint à peine le niveau de 1958. Dans les campagnes, ( phraséologie révolutionnaire oblige ) un système de collectivisation a été institué. Mais les paysans, forcés d'y adhérer refusent de s'investir plus dans la production. Résultat : la pénurie est chronique dans les campagnes appauvries. Les paysans vivent dans la misère et le dénuement.

A la ville comme à la campagne, le marché noir et la contrebande règnent en maîtres. Le moindre produit de base est rationné. La corruption, le népotisme, régulièrement dénoncés, ont gangréné tout l'appareil d'Etat.

En 26 ans de pouvoir, Sékou n'a donc pas pu offrir cette liberté qu'il a tant chantée à son peuple. Quand à l'esclavage, dans une certaine mesure, il lui a épargné celui du colon. Mais il n'a, en définitive, pas pu épargner aux masses guinéennes, l'esclavage de l'ordre capitaliste mondial.

Sékou a dû en effet composer avec l'impérialisme, illustrant par là, l'impasse du nationalisme. Mais ce faisant, il rejoint les valets les plus serviles, démontrant en même temps que tout compte fait, nationaliste radical ou valet servile, avec toutes les conséquences néfastes pour les populations, on se retrouve sous la coupe de l'impérialisme. Car même ceux qui ont choisi d'être de fidèles serviteurs, ceux-là même n'ont pas pu offrir autre chose à leurs peuples que la misère, la dictature. Une dictature tout aussi féroce, avec parti unique, à quelque rare exception près. Qu'on se souvienne d'un Bokassa, qu'on se rappelle la répression en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Cameroun.

Sékou a choisi une autre voie ; celle qui l'a amené à dire " non " à un moment donné. Mais cette voie n'a aucunement signifié un devenir meilleur pour les populations. Car c'est le revers de la médaille ! L'envers, c'est des dictatures à la Houphouët, Bokassa, Ahidjo etc... Le revers, c'est des dictatures à la Sékou. Avec toujours la misère, la pauvreté, le sous-développement en commun.

Oui, ces deux voies font partie de la même réalité, la réalité du système d'économie et d'exploitation capitaliste. Echapper à ce système, c'est se battre aider les travailleurs, les paysans pauvres à s'organiser, à lutter consciemment pour prendre le pouvoir politique et contribuer à la destruction de ce système. Une tout autre voie aussi radicale soit-elle, mène à l'impasse. C'est cela qu'illustrent la vie et l'oeuvre de Sékou Touré !

## SENEGAL

# mort d'un milliardaire

Le 13 mars, l'un des hommes les plus riches du Sénégal, Ndiouga Kébé est mort à la suite d'un accident de voiture. Toute la classe dirigeante sénégalaise s'est empressée pour lui rendre hommage. Les obsèques se sont déroulées en présence des chefs religieux comme le Khalife général des Mourides, Abdoul M'backé et aussi Moustapha Niasse, ministre d'Etat. Les journalistes ainsi que les hommes au pouvoir au Sénégal ont souligné la ferveur religieuse de cet homme et ce que ces gens-là appellent ses gestes humanitaires.

Entre autres, sur une fortune colossale de 50 milliards de francs CFA, il a fait une aide de 187 millions de francs au monde paysan ; il a participé à la construction de la mosquée de Touba et de celle de Kaolack. Si les hommes au pouvoir font tant de bruit sur la mort de cet homme, c'est surtout parce que c'est un riche bourgeois parmi les bourgeois. C'est un homme qui est à la tête d'une immense fortune. Il contrôle directement ou indirectement plus d'une cinquantaine de sociétés. Il est à la tête d'un holding qui porte son nom, qui s'étale du domaine immobilier, agricole et pastoral à celui de la participation dans les banques.

L'exemple de ce bourgeois montre bien que même dans un pays pauvre comme le Sénégal, il existe quand même toute une couche sociale locale qui a réussi à s'enrichir grâce à l'exploitation des travailleurs et des paysans pauvres.

Au Sénégal comme dans bien d'autres pays pauvres, il y a une bourgeoisie - certes faible et dépendante de celle des pays riches - mais qui existe bien en chair et en os. A l'échelle nationale, cette bourgeoisie occupe une place économique et politique non négligeable. Et c'est elle que les dirigeants nationaux écoutent quand ils ne se tournent pas vers l'impérialisme.

C'est pourquoi, en opposant simplement les pays pauvres aux pays riches impérialistes comme le font certains nationalistes, il est clair que ceux-ci cherchent non seulement à dissimuler l'existence des exploiters nationaux mais aussi le fait que le prolétariat doit se battre aussi bien contre les Le-sieur que contre des gens comme Ndiouga Kébé pour mettre fin à toute forme d'exploitation capitaliste.

# MAURITANIE

## REGLEMENT DE COMPTE ENTRE GALONNES

Au début du mois de mars, Ould Haidallah a failli se faire renverser par l'armée, paraît-il, à la suite de la reconnaissance de la RASD (République Arabe Saharaouie Démocratique), par la Mauritanie. Tous les mauritaniens, même ceux vivant à l'étranger, savent qu'au sein de l'armée mauritanienne, il existe plusieurs tendances. Il y en a au moins quatre : les pro-marocains, les pro-libyens, les pro-saharaouis et les pro-irakiens, sans oublier les officiers négro-africains.

Tout a commencé par un fait banal. Le premier ministre Maouya Ould Taya, qui est en même temps chef d'état major de l'armée, avait décidé de limoger le chef de la place militaire de Nouakchott, Breika Ould Moubarek, proche de Haidallah. Haidallah a réagi vivement en destituant le premier ministre et en mutant ailleurs tous les galonnés qu'il soupçonnait de préparer un coup d'Etat contre lui.

Depuis, il a confisqué presque tous les postes clefs. Il est aujourd'hui premier ministre, ministre de la défense et président de la république. Il faut dire que depuis juillet 1978, date à laquelle les militaires ont renversé Ould Daddah, les galonnés de Nouakchott n'ont jamais cessé de se destituer. Pour le moment, Ould Haidallah reste l'homme fort, mais pour combien de temps ?

\*\*\*      \_\_\_      \*\*\*      \*\*\*      \_\_\_      \*\*\*      \_\_\_      \*\*\*

# MALI

## DES ELECTIONS BIDON SE PREPARENT

Le gouvernement de Moussa Traoré et son parti unique ont décidé d'organiser ce mois-ci, des élections législatives pour renouveler la chambre des députés. Mais comme d'habitude, seule l'Union Démocratique du Peuple Malien -UDPM- aura droit de présenter des candidats.

Pour donner une image démocratique, le dictateur de Bamako a organisé des primaires au sein de son parti. Mais cela s'est soldé par des bagarres quelquefois très violentes entre partisans de notables locaux en concurrence.

Car au Mali, être député c'est avoir non seulement un poids politique dans sa région, mais c'est détenir un moyen important pour s'enrichir au détriment de la population. Les galonnés de Bamako le savaient bien car la chambre sortante était presque remplie de militaires.

Pour Moussa Traoré, la démocratie veut dire tout simplement donner des sinécures aux dignitaires militaires et civils, et accessoirement leur permettre de palabrer ensemble, tranquillement, dans un amphithéâtre.

Mais après tout peut-on attendre des militaires une autre conception de la démocratie ?

\*\*\*      \_\_\_      \*\*\*      \*\*\*      \_\_\_      \*\*\*

# Tchad

## HABRÉ FAIT LA MORALE A SES MINISTRES

Le 16 mars dernier, le quotidien gouvernemental " Info-Tchad " a reproduit un compte-rendu du conseil des Ministres fait par le ministre de l'Information. En voici un extrait : " sur le plan intérieur le président a exhorté les ministres à s'atteler à la noble mission de la défense du Tchad, à parfaire la réconciliation au lieu de sombrer dans les futilités : cupidité, empressement à l'enrichissement etc, (...). A quoi serviront les biens immobiliers accumulés si l'on ne protège pas notre patrie elle-même conclut le président de la République ".

Ainsi, Hissène Habré a reconnu lui-même que les principaux responsables de son régime ne pensent qu'à s'enrichir et qu'ils s'y livrent avidement avec une fébrilité caractéristique de nouveaux parvenus pas sûrs du lendemain. Le régime du dictateur Habré, qui a déjà duré deux ans grâce au rempart constitué par les troupes françaises, n'a pas seulement montré qu'il n'a rien à envier à ses prédécesseurs en matière d'arbitraire et de répression. La corruption, les détournements des fonds publics et des aides internationales, font aussi partie des moeurs habituelles d'un gang légal dont Habré est le chef. Il est d'ailleurs significatif que celui-ci s'en soit pris à ses ministres uniquement à cause de leur insouciance quant à la " défense du Tchad ". S'ils se préoccupaient un peu de la consolidation du régime ou plus exactement du pouvoir personnel de Habré, ce dernier n'aurait même pas fait allusion à leur " cupidité."

Dans le précédent numéro de notre journal, nous avons consacré un article au décret par lequel les autorités tchadiennes avaient décidé de rançonner les populations au nom d'une prétendue reconstruction du pays ravagé par la guerre. Et à leur manière, elles ont fini par dévoiler leur véritable intentions : en ramenant des " biens immobiliers accumulés " ( et des milliards de francs CFA détournés ) à des " futilités ", les dirigeants voulaient simplement dire par là qu'ils ne se sont pas encore suffisamment enrichis en profitant de la guerre.

Eh oui ! leur cupidité est à la mesure de leur soif du pouvoir. Et la protection de la " patrie " dont ils parlent se ramènent en fait à la défense de leurs intérêts égoïstes de privilégiés.



# DES PALABREURS CAUSENT SUR LE SOUS-DEVELOPPEMENT

Les partis sociaux-démocrates du marché commun ont organisé récemment une conférence sur le thème suivant : "Le socialisme et le développement, l'exemple du tiers-monde". Cela se passait à Venise en Italie. L'Afrique était représentée à cette conférence par Habib Thiam, président de l'assemblée nationale du Sénégal, et représentant du PS (Parti Socialiste au pouvoir au Sénégal).

Comme il fallait s'y attendre, cette conférence fut une occasion pour les différents politiciens de montrer qui serait plus hypocrite que les autres. Et en la matière, Habib Thiam, représentant du continent africain ne fut pas en reste.

Chargé d'un exposé-débat sur l'Afrique et le sous-développement, Habib Thiam a étalé son hypocrisie et son cynisme. Notre conférencier déclare froidement que l'aide au développement qui constitue le noeud de la coopération euro-africaine se "révèle positive". Mais quelques minutes d'intervention plus tard, tout aussi tranquillement, il déclare qu'on ne "peut citer le cas d'un seul pays africain dont on puisse dire qu'il s'est développé".

Evidemment le mot positif a un sens que seuls ces messieurs des grandes réunions internationales connaissent. Mais suivons Thiam dans son numéro à Venise. "La situation des pays d'Afrique, poursuit-il, est que nous savons ce qu'il faut faire, comment il faut le faire pour assurer le développement de nos pays respectifs. Mais (...) il y a des obstacles majeurs". Et Thiam de citer pêle-mêle comme "obstacles majeurs" le manque d'énergie (charbon, pétrole), le problème de la faim, le prix élevé des engrais, l'égoïsme des pays riches etc...

Allons bon ! Ainsi, depuis bien longtemps, nos dictateurs savent comment sortir nos pays de la misère ! Seulement la famine, le manque de pétrole par exemple, les ont jusqu'ici empêchés de réussir dans leur tâche ! Quelle bande de sinistres hypocrites !

Certes pour nos pays pauvres, le ravitaillement en sources d'énergie (pétrole par exemple) pose de sérieux problèmes économiques. Certains de nos pays y dépensent plus de la moitié de leurs ressources. De même la famine, la sécheresse quasi endémique dans certaines régions constituent de sérieux obstacles. Mais sont-ce là des causes du sous-développement ?

Il serait aisé de répondre à cette question ; mais prenons l'exemple d'un gros producteur de pétrole d'Afrique tel que le Nigéria : est-il un pays développé ? Ce pays est-il sorti du sous-développement ou bien échappe-t-il aux problèmes qui frappent les autres pays du tiers-monde ? Et sa population ? Ne vit-elle pas la même misère, parfois aggravée pour certains ? Car la découverte du pétrole et son exploitation font du paysan pauvre un citoyen qui, au meilleur des cas, a l'eau courante, l'électricité. Mais il doit tout acheter.

Oui, il n'y a plus cette possibilité de cultiver son petit champ, d'avoir des tomates ou autres légumes en abondance, de se débrouiller avec le tisserand du coin pour obtenir un tissu et se coudre un petit vêtement. Maintenant avoir un petit champ ne suffit plus. On ne peut pas survivre en étant simple tisserand. Il y a le pétrole, il y a les supermarchés. Tout s'achète et tout se vend. Vous n'avez rien à vendre, vous ne pouvez pas acheter ? Eh bien crevez !

On peut donc avoir de l'énergie et être sous-développé, comme on peut avoir un sol fertile et subir les contre-coups de la famine. Ce n'est pas seulement une question d'énergie, de nature, ce n'est pas une "malédiction" qui pèserait sur les africains. C'est avant tout une question d'organisation de la société des hommes par les hommes.

Ce n'est pas un hasard s'il y a des pays riches qui continuent de s'enrichir, alors que d'autres pays, **pauvres**, s'enfoncent toujours dans la misère. Les pays dits développés ont commencé par piller certaines régions du monde pour amasser des richesses, jeter les bases du système capitaliste. Ils ont ensuite imposé le système à l'ensemble du globe, réduisant une partie de la terre en réservoir pour alimenter l'autre partie.

Nos pays font partie du réservoir. Leur économie, leur organisation sociale est orientée vers la satisfaction des besoins de quelques pays capitalistes développés. Ainsi, on cultive du coton, du café, de l'arachide sur les bonnes terres. On vend ces produits destinés à l'Europe. Mais ce faisant, on ne peut plus cultiver le mil, le riz, nécessaires à notre alimentation. On doit acheter ou attendre l'aide des pays riches.

Bien que sous-développés, en Afrique aussi il y a des riches et il y a des pauvres, des bourgeois et des prolétaires. Nos sociétés sont divisées en classes, comme l'ensemble de la société.

Et à bien des égards, ce sous-développement de l'Afrique, ce fait que d'un côté il y a des pays pauvres et de l'autre des pays riches n'est que l'expression, à l'échelle du monde, de cette division de la société en classes. Ce n'est que par la destruction de cette société de classes à l'échelle du monde que l'on pourra faire disparaître le sous-développement.

\*\*\*\*

\*\*\*\*

samora machel  
à genoux  
devant  
l'Afrique du Sud

La signature d'un " pacte de non-agression et de bon voisinage " entre le Mozambique et l'Afrique du Sud ainsi que celle d'un cessez-le-feu entre les tenants de l'Apartheid et les dirigeants angolais a provoqué beaucoup de déceptions dans les rangs des nationalistes, notamment parmi ceux qui voyaient dans les régimes angolais et mozambicains, les chantres de la lutte anti-apartheid et de l'émancipation des peuples de l'Afrique australe.

Pour ces " déçus ", la poignée de main entre Pik Botha et Samora Machel est une " trahison " à la cause du peuple opprimé de l'Afrique du Sud. C'est un coup de poignard dans le dos de l'ANC. En signant " la paix " avec l'Afrique du Sud, Samora Machel promet aux dirigeants racistes de ne plus accorder son soutien aux militants de l'ANC qui avaient installé une de leurs bases au Mozambique. Désormais, Samora Machel considère que les affaires de l'Afrique du Sud sont des affaires internes à un pays et qu'il n'aura plus à s'ingérer dans une histoire qui ne le regarde pas. Il a mis ses paroles en actes en arrêtant quatre militants de l'ANC quelques jours à peine après la signature.

En échange que lui propose le régime sud-africain ? De favoriser un peu plus les échanges commerciaux, qui se pratiquaient déjà avant, d'envoyer dans les centres touristiques du Mozambique quelques uns de ses touristes et de ne plus accorder son soutien au MNR ( Mouvement National de Résistance ) mouvement d'opposition armée, soutenu par le régime raciste et qui donne du fil à retordre au régime de Samora Machel. Ce traité n'a pas cependant empêché le MNR de faire sauter un convoi de chemin de fer à peine le pacte signé !

Comme on peut le constater, le régime mozambicain est beaucoup plus pressé et se montre plus respectueux de ces engagements que son voisin. Ce dernier est en position de force, il pourrait même s'il voulait, exiger encore plus de concessions de Samora Machel.

Le régime de Samora Machel est en effet à bout de souffle. Son économie est complètement en ruine. La guerre qu'il mène contre le MNR, l'a fortement affaibli. Ce mouvement armé d'opposition pratique systématiquement des sabotages dans les secteurs clés de l'économie mozambicaine.

Le chemin de fer est quasiment inutilisable. Les régions agricoles sont incontrôlées par le régime en place. L'activité portuaire est à son plus bas niveau. Selon certains journalistes, l'Etat n'aurait même plus la possibilité de payer les salaires de ses militaires.

A cette guérilla s'est ajoutée une grande sécheresse qui a détruit de nombreuses récoltes. La famine aurait fait plusieurs dizaines de milliers de morts. Le pays est dans un tel état que certains observateurs affirmaient qu'il suffirait d' " un convoi alimentaire " pour faire basculer le régime.

Si les dirigeants du Frélimo n'arrivent pas à en finir avec le MNR, ce n'est pas uniquement parce que ce dernier est financé par l'Afrique du Sud ! Car s'il est vrai que l'argent est le nerf de la guerre, ce n'est certainement pas le seul atout pour vaincre. Le colonialisme portugais qui exploitait le Mozambique était de loin plus riche que le Frélimo qui luttait contre lui pour acquérir l'indépendance. Il n'empêche que les colons portugais ont été obligés de quitter ce pays qu'ils ont pillé pendant des décennies. L'impérialisme américain, lorsqu'il faisait la guerre contre les vietnamiens était mille fois plus armé et plus puissant que le FLN vietnamien, pourtant les GI'S ont dû plier bagage.

Cela a pu se faire parce que les nationalistes du Frélimo tout comme ceux du FLN étaient déterminés ; ils incarnaient les sentiments de la plus grande majorité de leurs populations qui les soutenaient y compris militairement.

Aujourd'hui, manifestement ce n'est plus le cas pour Samora Machel. Car si la population mozambicaine se reconnaissait dans ses dirigeants, le MNR, même soutenu par l'Afrique du Sud ne pourrait pas agir aussi facilement qu'il le fait aujourd'hui. Pendant la lutte anti-coloniale, Samora Machel incarnait la soif de la population pour sa dignité, pour en finir avec l'oppression qu'exerçait contre elle une minorité de colons blancs.

Mais depuis l'indépendance, le sort des populations pauvres de ce pays n'a pas du tout changé. Les exploiters colons sont partis mais l'exploitation elle-même est toujours-là. La misère, la dictature sont toujours présentes. Pourquoi alors la population soutiendrait-elle un régime qui ne représente pas ses intérêts ? Si elle se sentait concernée dans ce conflit, elle n'attendrait pas qu'on lui donne l'ordre de se mobiliser ! C'est tout naturellement que cela se ferait. Une fois l'indépendance acquise, faute de pouvoir résoudre les problèmes des populations ayant longtemps souffert, le radicalisme de Samora Machel ne consistait plus qu'à prononcer des discours anti-apartheid. Le Mozambique et l'Angola en se constituant comme des " pays de ligne de front " incarnaient aux yeux de nombreux nationalistes africains un espoir pour l'ensemble de l'Afrique australe.

Aujourd'hui, ces deux régimes, plus particulièrement celui du Mozambique sont contraints de s'agenouiller devant les tenants de l'Apartheid. Alors, de nombreux espoirs s'envolent. Les nationalistes qui reprochent à Samora Machel d'avoir lâché l'ANC auraient voulu que celui-ci continue la " lutte jusqu'au bout " c'est-à-dire qu'il sacrifie son propre pouvoir pour aider les peuples d'Afrique australe à s'émanciper. Si telle était la volonté des dirigeants du Frélimo ou du MPLA pourquoi n'ont-ils pas commencé par aider leurs propres populations à s'émanciper en s'attaquant à l'exploitation capitaliste elle-même, source de la misère et de l'oppression. S'ils n'ont pas pu changer le sort de leurs propres populations, comment peut-on croire qu'ils pourront ou qu'ils voudront le faire pour les populations d'autres pays ?

Les déçus de Samora Machel misent maintenant tous leurs espoirs sur l'ANC, d'autant plus que ce dernier fait figure de martyr, trahi par ses amis. Ils pensent que l'ANC est aujourd'hui le seul mouvement qui peut mettre fin à l'apartheid et libérer les peuples de l'Afrique australe. Ce sont les mêmes qui hier croyaient que l'arrivée au pouvoir de Mugabé au Zimbabwe allait changer le sort des populations de ce pays. Aujourd'hui, on peut constater que le seul changement qui s'est opéré, c'est la présence des noirs au gouvernement.

Mugabé et ses compagnons siègent au gouvernement, côte à côte avec les dirigeants racistes d'hier. Les travailleurs, les petits paysans, continuent à être exploités comme avant.

La longue lutte contre le régime raciste de Ian Smith a effectivement mis fin à ce régime. Mais les milliers d'ouvriers, de paysans, de pauvres, sans qui jamais l'équipe de Mugabé ne serait pas arrivé au pouvoir, constatent aujourd'hui que leur combat aura surtout servi à Mugabé et consort à se hisser aux côtés des privilégiés blancs qui, au demeurant, continuent à détenir les leviers de la vie économique. Les travailleurs noirs se sont battus comme dans bien d'autres pays colonisés, sous une forme ou sous une autre, simplement pour permettre à des bourgeois noirs d'accéder à une meilleure position par rapport aux bourgeois blancs.

L'ANC n'est pas encore au pouvoir, mais sa politique est fondamentalement identique à celle du MPLA, du FRELIMO, ou de la ZANU. C'est une organisation nationaliste bourgeoise ; et c'est sa nature de classe qui guidera sa politique et non les discours ou les programmes prétendument radicaux. Si les travailleurs et les petits paysans sud-africains ne veulent pas faire l'amère expérience de leurs frères du Zimbabwe, du Mozambique ou de l'Angola, ils ont intérêt dès aujourd'hui à s'organiser de manière autonome, indépendante des organisations nationalistes comme l'ANC.

Et ceux qui veulent sincèrement lutter contre la misère des travailleurs de nos pays ; ceux pour qui lutter pour l'émancipation des peuples de l'Afrique c'est lutter aussi et surtout, pour l'émancipation sociale des travailleurs et des paysans pauvres qui constituent l'écrasante majorité des peuples ; eh bien tous ceux-là devraient oeuvrer pour que partout où faire se peut, puissent naître des organisations qui représentent la classe ouvrière de nos pays.

Bien sûr qu'une organisation ouvrière révolutionnaire en Afrique du Sud lutterait pour détruire le régime de l'apartheid. Mais elle lutterait en même temps et dans le même combat, pour que le pouvoir qui s'édifiera sur les ruines de l'apartheid soit le pouvoir des ouvriers, le pouvoir des classes pauvres, et pas le pouvoir d'un Samora Machel d'Afrique du Sud.

Et ceux qui pensent qu'il faut d'abord l'unité de tous les noirs, des riches et des pauvres pour abattre le régime de l'apartheid, ennemi commun de tous, et c'est seulement après que la classe ouvrière devra songer à ses intérêts propres, contribuent seulement à bâillonner les ouvriers, ou tout du moins, refusent de faire en sorte que les ouvriers de nos pays ne soient plus bâillonnés. Le refrain "d'ennemi commun" est une vieille rengaine que tous les nationalistes bourgeois utilisent pour embrigader les exploités derrière leurs banderoles pour assouvir leurs ambitions et leurs intérêts de classe privilégiée. Aujourd'hui, il n'y a qu'à regarder le sort des exploités dans les pays où les nationalistes ont pris le pouvoir. L'oppression, la misère et l'humiliation n'ont pas disparu.

Alors, tant qu'à mener une bataille contre leurs exploités, les travailleurs et les petites gens en général, ont tout intérêt à mener la lutte sous leur propre drapeau. Parce que s'il faut verser du sang, il vaut mieux que cela soit pour leurs intérêts d'exploités et non pour leurs futurs exploités.

Les nationalistes déçus de leurs leaders n'ont qu'à s'en prendre à leurs propres illusions. S'il y en a parmi eux, et il y en a certainement, qui pensaient sincèrement que les Samora Machel ou les Dos Santos allaient réellement aider les peuples d'Afrique du Sud à s'émanciper, ils ont de quoi être déçus. Mais si leur déception ne consiste qu'à rayer de la liste de leurs idoles les noms de Samora Machel ou d'autres "traîtres" tout en maintenant leurs illusions sur les dirigeants de l'ANC ou de la SWAPO, ils vont certainement aller vers d'autres déceptions.

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.